

25 septembre 2020

Destinataires : FNROS et Présidents UROS – UROS MPLR – CA et Adhérents

Objet : Actualités Sociales – Septembre 2020

Le Figaro – 15 septembre 2020

Chaque Français a dépensé 3102 euros pour sa santé en 2019 (+ 1,6% en 2018 et + 2,1 en 2019). La consommation de soins et de biens médicaux a atteint 208 milliards soit 8,6 du BIP. Avec les soins de longue durée, de prévention et la gouvernance du système de santé, la dépense a atteint 11,3% du PIB en 2018. Le « reste à charge » a encore diminué : 6,9% soit 14,3 milliards. Ce reflux est dû au vieillissement de la population qui s'accompagne d'une hausse constante du nombre de malades chroniques.

Un formulaire national de demande de prestations pour les personnes âgées va être expérimenté dans 5 départements (Allier – Mayenne – Savoie – Paris – Val de Marne). Ce document mis à disposition par les caisses de retraite permet de bénéficier d'aides pour la vie quotidienne.

AEF – Info 16 septembre 2020

Etude publiée par l'institut Sapiens et le Groupe AESIO : le système Français est très accessible mais très peu préventif. Il se classe treizième du classement des pays de l'OCDE mais en première position en terme d'accessibilité financière et de couverture du système.

Le Monde – 16 septembre 2020

Les Conseils Régionaux sont légitimes pour s'emparer des questions de Santé. L'hôpital public souffre et la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid 19 n'a fait qu'aggraver la situation. Les réponses sont trop calibrées selon une vision jacobine du système de santé. Chaque territoire diffère par ses caractéristiques géographiques, démographiques, sociales et épidémiologiques. Se posent la question des déserts médicaux et de l'égalité d'accès aux soins. Dans les territoires ruraux on constate une baisse des populations desservies, un vieillissement et la difficulté à trouver des médecins. Les Agences Régionales de Santé sont à la peine : fracture entre le volet décisionnel confié aux ARS et un volet budgétaire inadapté, piloté au niveau national. Le financement des médecins à l'acte ne prend à charge ni la prévention ni l'innovation.

Les Echos – 16 septembre 2020

Une mission d'information sénatoriale recommande de conforter le Département dans l'Action Sociale et la Solidarité Territoriale et suggère « d'assouplir la répartition des compétences économiques ». Ils « semblent avoir trouvé au cours des dernières années, une nouvelle légitimité, en particulier dans les plus grandes régions où ils apparaissent comme un échelon de proximité indispensable à l'efficacité de l'action publique ». Il est recommandé de « renforcer leur autorité sur les EHPAD et les établissements médico sociaux pour personnes en situation de handicap ». Il est préconisé de créer une « agence des solidarités » pilotée par le Conseil Départemental. Selon le rapport, ils sont les mieux placés pour assurer le pilotage du futur service public de l'insertion. Il s'agit, par ailleurs, de trouver « une réponse

structurelle » à la problématique du financement des allocations individuelles de solidarité. (RSA – Allocation personnalisée d'autonomie, prestation de compensation du handicap). Pour les sénateurs, il faut permettre aux départements d'intervenir davantage dans le champ économique, après avoir été « dépouillés » de leur prérogative par la loi NOTRE de 2015. « La crise sanitaire a illustré l'importance des départements pour soutenir les petits acteurs économiques ».

#### Protection Sociale – informations – 16 septembre 2020

En raison de la crise sanitaire, la préparation du Plan de santé au travail (PST4) a pris du retard et ne devrait sortir que fin du premier trimestre 2021.

#### AEF – Info – 16 septembre 2020

Le décret n° 2020-1131 du 14 septembre 2020 relatif à la reconnaissance comme maladie professionnelle des pathologies liées à une infection du Sars – Cov2 suscite des réactions négatives. Pour la CFDT il n'est « pas à la hauteur des risques » - FO est favorable à la voie du tableau des MP – La CGT indique que le gouvernement n'a pas tenu sa promesse « d'un dispositif d'indemnisation » automatique pour tous les soignants. ANDEVA (Association d'aide aux victimes de l'amiante se propose d'accompagner les victimes dans leur démarche de reconnaissance.

#### PSI – 16 septembre 2020

Un décret du 3 septembre a fixé les modalités du Fond de Prospective et de performance de la Sécurité Sociale (FPPSS) prévu par la LFSS de 2011. Il doit permettre à la Direction de la Sécurité Sociale (DSS) de financer des études ou des audits sur des sujets ou des projets transverses. Il sera géré par l'UCANSS et alimenté par une contribution des Caisses Nationales sur leur budget de gestion.

En amont de la journée nationale des aidants, le 6 octobre 2020, Malakoff Humanis, les Entreprises pour la Cité et le Comité national coordination Action Handicap publient une étude sur la prise en compte des aidants dans les PME et ETI de moins de 1000 salariés signataires de la charte de la diversité.

#### Communiqué de la CNAM – Covid – Pratiques déviantes test

L'Assurance Maladie condamne fermement toute pratique visant à faire payer aux patients, un accès plus rapide aux tests PCR. La priorisation ne peut reposer que sur des critères médicaux et non des critères financiers.

#### Voix du Nord – 17 septembre 2020

La cour des comptes a détecté un milliard de fraudes aux organismes sociaux en 2019. Une commission d'enquête parlementaire a aussi pointé des dysfonctionnements.

RETRAITE : erreur sur les taux de CSG sur les pensions – l'UCR – FO demande l'annulation des créances.

AEF Info : Depuis 1 an, en Retraite, on assiste à une explosion du recours au service en ligne. Le 17 septembre, Laurent Piétraszewski a communiqué autour du nouveau service de

demande de réversion en ligne. Une étape avait déjà été franchie en mars 2019, avec la demande de retraite en ligne, totalement dématérialisée. Le taux d'utilisation de l'outil en ligne est passé de 15% à plus de 50%. Au premier trimestre 2021, la demande sera encore plus simplifiée en enrichissant le télé service des données récupérées de manière automatisée.

Les chantiers du RCGU et de la retraite en ligne seront impactés par la réforme des retraites. Le projet de loi prévoyait l'intégration des missions du GIP. Union retraite au sein de la future Caisse Nationale en charge de piloter le système de retraite et de gérer le régime universel.

Un dispositif de ressources mensuelles (DRM), porté par la Direction de la Sécurité Sociale, a été mis en production courant 2019 dans la sphère sociale, en lien avec la CNAV. Il est alimenté par des données de la Déclaration Sociale Nominative (DSN) et constitue un dispositif technique permettant d'agrèger un ensemble de données à la maille individuelle (NIR). Ces données sont restituées aux opérateurs selon leurs besoins.

### Aujourd'hui en France – 21 septembre 2020

Un problème informatique est à l'origine du retard de paiement des pensions des Français vivant à l'étranger.

### SENAT

Nathalie Goulet, sénatrice de l'Orne, vient de présenter une proposition de loi pour expérimenter la mise en place d'un « office régional médical et social », sous tutelle de la région, et qui assurerait « les missions et compétences de l'ARS, de la CARSAT, de l'ARACT et de l'OPPBTP ».

### Lettre ESE – 22 septembre 2020

Malgré la création d'une 5<sup>ème</sup> Branche de la Sécurité Sociale dédiée à la perte d'autonomie, les consultations attendues à la rentrée ont été reportées, selon Jean Castex le calendrier est attendu « à la fin de la législature ». Cependant, certaines recommandations du rapport Vachey seront intégrées dans le PLFSS 2021.

### Les Echos – 22 septembre 2020

Co-auteur d'un rapport sur la réforme du système français de santé au travail, Charlotte Lecocq, Députée, compte déposer une proposition de loi sur le sujet d'ici à la fin de l'année :

- 1 – décroiser santé publique et santé au travail
- 2 – améliorer l'offre de service en prévention
- 3 – prévenir le risque de désinsertion professionnelle.

Le Législateur a adopté, cet été, deux lois créant une 5<sup>ème</sup> Branche de la Sécurité Sociale pour gérer un 5<sup>ème</sup> risque : la perte d'autonomie – Laurent Vachey a rendu un rapport sur l'architecture juridique et financière de cette nouvelle Branche. Liaisons Sociales Quotidien propose un dossier juridique réalisé par des avocats : « la création d'un risque dépendance, quel rôle pour la protection sociale complémentaire d'entreprise ?

La MECSS va lancer des travaux d'évaluation des ARS créées il y a dix ans.

### PSI – 23 septembre 2020

Le CREDOC a mené un étude pour la CNAV sur les aidants retraités du Régime Général. Les résultats seront dévoilés le 6 octobre, lors de la journée nationale des aidants.

### La Dépêche – 22 septembre 2020

La réforme des retraites et la crise sanitaire n'ont fait que repousser la question de l'élaboration de la loi GRAND AGE et AUTONOMIE Monique Iborra, Députée LREM de Haute Garonne pense que cela va se concrétiser désormais. Il y a un problème de gouvernance, de médicalisation, des effectifs dans les EHPAD. « La cinquième Branche pour gérer le risque de perte d'autonomie ... ça c'est fait. Reste désormais la question épineuse de son financement. Pour elle, les retraités ne doivent pas, de nouveau, être sollicités pour financer la Dépendance.

### La Dépêche – 23 septembre 2020

Emmanuel Macron a assuré hier ne pas vouloir « isoler à nouveau nos aînés ». Il a promis une « loi ambitieuse » au début de l'année prochaine. Cette loi « très concrète » permettra de « revaloriser des métiers qui ne sont pas suffisamment valorisés », mais aussi de trouver une meilleure organisation entre les établissements et l'hospitalisation à domicile, avec des auxiliaires de vie ou des aides-soignants.